



Merci aux personnels des urgences

Soutenons leur lutte !

Le Codef et la Coordination Nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité appellent à soutenir le mouvement de protestation des personnels des services d'urgences.

En allouant 70 millions aux services d'urgences, la ministre de la santé montre à quel point elle n'a pas compris ou pas voulu comprendre la gravité de la situation de ces services : les personnels n'en peuvent plus des attentes interminables, des malades sur des brancards, faute de lits, bref de la mauvaise qualité de la prise en charge des personnes qu'ils accueillent, avec à chaque instant la crainte que le retard aux soins n'ait des conséquences graves. Comme l'ensemble des personnels des hôpitaux, des EHPAD, qui sont aussi en train d'engager des mouvements de grève, ils ne supportent plus les politiques d'austérité budgétaire qui mettent la rentabilité avant la santé et restreignent les dépenses publiques, mettant en cause tous les services publics.

Certes tous les patients se rendant aux urgences n'y vont pas pour des pathologies graves, mais c'est souvent leur seul recours du fait de la désertification médicale et ce n'est pas à eux de juger de la gravité éventuelle. C'est au service public de répondre à toutes les demandes, dans de bonnes conditions, partout sur le territoire national. La ministre de la santé prétend améliorer la situation des urgences en agissant sur les prises en charge en ville, mais les urgences n'attendent pas les hypothétiques effets de la loi en cours de débat au parlement, effets d'autant plus hypothétiques que sans régulation de l'installation des médecins généralistes, sans développement d'un service public de soins primaires, sans envisager un devoir à servir des jeunes médecins en zones déficitaires, ce projet de loi n'améliorera pas grand-chose !

C'est tout de suite qu'il faut répondre aux besoins des services d'urgences : le collectif interurgences, les organisations syndicales ont fait connaître leurs revendications.

Elles sont légitimes pour que la spirale de la désorganisation des services d'urgences ne tourne pas à la catastrophe sanitaire pendant l'été. Les personnels des urgences doivent être écoutés, respectés, mieux payés et plus nombreux. Il faut un moratoire sur toutes les fermetures de services, suppression de lits, restructurations. Il faut ré-ouvrir des lits et des services d'aval.

Le Codef et la Coordination Nationale appelle à signer et à faire signer massivement la pétition initiée par le collectif interurgences : <https://www.change.org/p/soutien-aux-services-d-accueil-des-urgences> et à participer aux différentes actions.

Ce sont des centaines de milliers de voix qui doivent dire : Madame Buzyn, écoutez les revendications des personnels des urgences !

le 21 Juin 2019